

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## ARRETES DU MAIRE - Services techniques

NOVEMBRE 2017

ARST_2017_151	TRAVAUX_REFECTION_TOITURE_RUE_POISOT_ DU 13.11.17 AU 12.01.18	1-2
ARST_2017_152	OUVERTURE_AU_PUBLIC_33_RUE_DE_LONGVIC_ 07.12.17	3-4
ARST_2017_153	TRAVAUX_STRUCTURES_FLORALES_AV_CARRAZ_ DU 13.11.17 AU 15.12.17	5-6
ARST_2017_154	TRAVAUX_RACCORDEMENT_FIBRE_25_BD_BAZIN_ DU 13.11.17 AU 30.11.17	7-8
ARST_2017_155	TRAVAUX_BASSE_TENSION_RUE_THIBAUT_MS2R_ DU 14.11.17 AU 29.12.17	9-10
ARST_2017_156	TRAVAUX_RESEAUX_ASSAINISSEMENT_23_RUE_DE_ LA_JUSTICE_DESERTOT_DU 16.11.17 AU 27.11.17	11-12
ARST_2017_157	MARQUAGE_AU_SOL_IMPASSE_PERRIN_COGUETTO_ DU 22.11.17 AU 23.11.17	13-14
ARST_2017_158	TRAVAUX_BRANCHEMENT_GAZ RUE_DE_LONGVIC_ SNCTP_DU 11.12.17 AU 12.01.18	15-16
ARST_2017_159	TRAVAUX_RESEAU_CHALEUR_RUE_CHANGENET_ BER21_DU 29.11.17 AU 28.02.18	17-18

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la pose d'un échafaudage pour la réfection de toiture de M. CHAMBRON demeurant au n°1 rue Jean Druet, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise 21 TOITURES est autorisée dans le cadre des travaux de réfection de toiture de Monsieur CHAMBRON demeurant au 1 rue Jean Druet, à occuper le domaine public, et de mettre en place un échafaudage côté rue Charles Poisot.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du lundi 13 novembre 2017 au 12 janvier 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise 21 TOITURES sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par L'entreprise 21 TOITURES, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 5 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise 21 TOITURES,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 8 novembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

**N° ARST\_2017\_152****ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le livre I, titre II, chapitre III du Code de la construction et de l'habitation,  
Vu le décret modifié n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,  
Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1<sup>ère</sup> à la 4<sup>ème</sup> catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5<sup>ème</sup> catégorie,  
Vu le règlement de sécurité contre l'incendie pris en application de l'article R 123-12 du code précité,  
Vu l'avis favorable en date du 5 octobre 2017 de la Commission Intercommunale de Sécurité de Dijon Métropole,

**ARRÊTE****Article 1 :**

Le bâtiment communal Vestiaires Bureaux et Salle de Convivialité 33 rue de Longvic, peut être ouvert au public.

**Article 2 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Article 3 :**

La présente décision prend effet à compter de sa notification ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur des Sports, Loisirs et Jeunesse,
- Madame la Préfète de la Région Bourgogne Franche-Comté,
- Monsieur le Président de la Commission Intercommunale de Sécurité de Dijon Métropole,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la commune de Chenôve,
- Police municipale.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 07/12/2017

Qualité : Maire

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de rénovation (voirie/espaces verts/réseaux), par les services municipaux de la ville sur l'avenue Roland Carraz, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

La circulation sera limitée à une seule voie dans le sens de circulation DIJON CHENOVE sur une longueur variable suivant l'avancement des travaux sur les structures florales. Elle sera ouverte au trafic de nuit sur toute sa longueur.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 13 novembre 2017 au 15 décembre 2017.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché sur le chantier, pendant toute la durée des travaux.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par les services municipaux, et un personnel qualifié assurera la circulation réduite à une file dans chaque sens de circulation.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Centre Technique Municipal (service Paysage et Espaces Publics),  
KEOLIS,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 8 novembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de raccordement à la fibre par la pose d'armoire FTTH par l'entreprise LHTP il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 35 boulevard Henri Bazin.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise LHTP est autorisée à intervenir au droit du 35 boulevard Henri Bazin pour des travaux de raccordement à la fibre par la pose d'armoire FTTH.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'emprise matérialisera un cheminement pour piétons.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 13 novembre 2017 au 30 novembre 2017**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise LHTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise LHTP sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise LHTP,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 10 novembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic BAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de création réseau basse tension par l'entreprise MS2R chez SOGEDATA, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement au droit de la rue Armand Thibaut.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise MS2R chez SOGEDATA est autorisée à intervenir au droit de la rue Armand Thibaut pour des travaux de création réseau basse tension.  
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 14 novembre au 29 décembre 2017.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise MS2R chez SOGEDATA sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise MS2R chez SOGEDATA, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise MS2R chez SOGEDATA,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 16 novembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchements aux réseaux d'eaux et assainissement par l'entreprise DESERTOT, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 23 rue de la Justice.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

L'entreprise DESERTOT est autorisée à intervenir au droit du 23 rue de la Justice pour des travaux de branchements aux réseaux d'eaux et assainissement.  
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 16 novembre 2017 au 27 novembre 2017**

### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise DESERTOT sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise DESERTOT sous le contrôle de la Police Municipale.

### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise DESERTOT,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 16 novembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de réalisation de marquage au sol, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit de l'impasse Jean Perrin.

### ARRÊTE

#### Article 1 :

Le groupement d'entreprises DESERTOT/EIFFAGE/COGUETTO est autorisé à intervenir au droit de l'impasse Jean Perrin pour la réalisation de marquage au sol et la pose de panneaux.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### Article 2 :

**Cet arrêté est exécutoire du 22 au 23 novembre 2017.**

#### Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par le groupement d'entreprises DESERTOT/EIFFAGE/COGUETTO sur les chantiers, pendant toute la durée du chantier.

#### Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par le groupement d'entreprises DESERTOT/EIFFAGE/COGUETTO sous le contrôle de la Police Municipale , et des services techniques de Dijon Métropole.

#### Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur du Groupement d'entreprises DESERTOT/EIFFAGE/COGUETTO,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 16 novembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement gaz par l'entreprise SNCTP, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement au droit du 58 rue de Longvic.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise SNCTP est autorisée à intervenir au droit du 58 rue de Longvic pour des travaux de branchement gaz.  
Un cheminement sécurisé pour piétons sera mis en place et le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 11 décembre 2017 au 12 janvier 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SNCTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SNCTP, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**



Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise SNCTP,  
Police Municipale,  
KEOLIS/DIVIA,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 21 novembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de terrassement pour extension de réseau de chaleur par l'entreprise BER 21, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement rue Alfred Changenet.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise BER 21 est autorisée à intervenir pour des travaux de terrassement pour extension de réseau de chaleur, au droit de la rue Alfred Changenet.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Des restrictions de circulation seront mise en place suivant l'avancement des travaux comme suit :

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire à compter de ce jour jusqu'au 28 février 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise BER 21 sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise BER 21, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise BER 21,  
Police Municipale,  
KEOLIS DIVIA,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 29 novembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD